

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 28/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/11/2023

Contexte et constats

Carrosserie de la gare

33 Rue Jean Bouin, 78300 Poissy

Code AIOT : 0006503449

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2023 dans l'établissement Carrosserie de la gare implanté 33 Rue Jean Bouin, 78300 Poissy.

Suite à des plaintes relatives à des nuisances olfactives (odeurs de solvants et peintures) ressenties par des habitants du quartier Saint-Exupéry à Poissy, l'inspection des installations classées a organisé une action pendant la journée du 30 novembre 2023. Cette action visait à identifier des établissements dont les activités seraient susceptibles d'engendrer des nuisances olfactives et de repérer au sein de ces établissements les possibles rejets atmosphériques canalisés ou non canalisés et les conditions de stockage de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrosserie de la gare
- 33 Rue Jean Bouin, 78300 Poissy
- Régime : Non classé
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société exerce des activités de garage (mécanique, carrosserie et peinture).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- odeurs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement ICPE et odeurs	Code de l'environnement du 25/08/2021, article R511-1	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités exercées par la société ne semblent pas relever de la réglementation des ICPE. Néanmoins, le classement au titre de la rubrique 2560 (Travail mécanique des métaux et alliages) doit être évalué. Il est donc demandé à l'exploitant de transmettre les informations relatives à la puissance des machines concourant aux activités de travail mécanique des métaux et, dans le cas où la puissance totale dépasse 150kW, de procéder à la télédéclaration de ses activités.

Les informations relatives au régime de la déclaration sont disponibles via le lien ci-dessous :

<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F33414>

Si de fortes odeurs de solvants et de peintures ont été ressenties par l'inspection dans l'atelier de carrosserie et dans le local de préparation des peintures, aucune n'a été perçue à l'extérieur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE et odeurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article R511-1
Thème(s) : Situation administrative, Activités et classement ICPE
Prescription contrôlée : Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. Les dispositions du présent titre sont également applicables aux exploitations de carrières au sens des articles L. 100-2 et L. 311-1 du code minier.
Constats : Selon l'exploitant, le garage réalise des opérations de mécanique, de carrosserie et de peinture. Ces activités sont susceptibles de relever de la rubrique 2930 (Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur), 1978 (Installations et activités [...] utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des ICPE et 2560 (Travail mécanique des métaux et alliages). La surface de l'atelier a été estimée par l'exploitant à 600m ² . Sur Géoportail, cette surface a été estimée à environ 800m ² et la surface de la parcelle à 1720m ² . Concernant les activités de peinture, l'exploitant déclare que la cabine a été changée il y a environ 2ans au profit d'une cabine électrique, moderne, aux dernières normes. L'exploitant a déclaré consommer moins d'un kilogramme de peinture par jour. L'inspection a relevé les plaques des 5 machines utilisées pour les activités de carrosserie, qui selon l'exploitant ne fonctionnent pas toutes simultanément en continu. La puissance n'était précisée que pour 2 d'entre elles des machines (75kW et 3,3kW). Par courriel du 5 et 18 décembre, l'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre les informations relatives à la puissance des 3 autres machines. Ces demandes sont restées sans réponse. Ainsi, les activités exercées par la société ne semblent pas relever de la nomenclature des ICPE, à l'exception de la rubrique 2560 pour laquelle un doute persiste. L'équipe d'inspection a procédé à une visite de l'installation pour identifier les points susceptibles d'être à l'origine de nuisances olfactives.

Dans l'atelier de carrosserie et dans le local de préparation des peintures, de fortes odeurs de solvants et de peinture sont perçues. Aucune odeur n'est en revanche ressentie à l'extérieur des bâtiments.

La cabine de peinture dispose d'un système de captation et de filtration effluents atmosphériques avant rejets par une cheminée placée en toiture. Cette cheminée est verticale et les rejets sont dirigés vers le haut.

Selon l'exploitant, le filtre de la cabine est changé toutes les 120h d'utilisation. La cabine dispose d'un système d'alarme permettant de remplacer le filtre avant que celui-ci ne soit saturé. 2 rouleaux de filtre sont stockés en réserve, en prévision du prochain remplacement.

Le système d'extraction dispose également d'un filtre. Celui-ci est géré directement par le constructeur. Selon l'exploitant, sa durée de vie est sensiblement plus longue que celle des filtres de la cabine et n'a pas encore nécessité de remplacement.

Aucun stockage n'est réalisé à l'extérieur des bâtiments, à l'exception de quelques déchets :

- pare-brises endommagés ;
- 1 GRV d'huiles usagées ;
- 4 fûts de 200 ou 250 litres de liquide de refroidissement.

Les déchets liquides ne sont pas placés sur rétention.

L'inspection rappelle les règles d'usages suivantes : tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Conclusion :

Le classement au regard de la rubrique 2560 (Travail mécanique des métaux et alliages) est à clarifier.

Dans le cas où la puissance maximum de l'ensemble des machines dépasse 150kW, il conviendra de procéder à la télédéclaration des activités via le site suivant :

https://demarches.service-public.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1

Par ailleurs, afin de limiter tout risque de fuite et de pollution, il est demandé à l'exploitant d'équiper ces stockages de rétention de capacité adaptée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois